

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 9

**Loi électorale du Québec**

---

Première lecture . . . . .  
Deuxième lecture . . . . .  
Troisième lecture . . . . .

---

PRÉSENTÉ

Par M. ROBERT BURNS

Ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi refond la loi électorale et remplace la Loi sur la contestation des élections provinciales. Il a principalement pour objets:*

- 1. d'établir les conditions requises pour être électeur;*
- 2. de prévoir que tout électeur peut être élu à l'Assemblée nationale, à l'exception de certaines personnes qu'il identifie;*
- 3. de prévoir les modalités relatives au déroulement de l'élection et à l'exercice du droit de vote;*
- 4. de déterminer la procédure du dépouillement judiciaire et de la contestation d'une élection;*
- 5. de définir les fonctions et les pouvoirs du directeur général des élections et du personnel électoral;*
- 6. de confier au directeur général la responsabilité d'élaborer les règlements prévus par ce projet, sous réserve de leur approbation par la commission permanente de l'Assemblée nationale.*

# Projet de loi n° 9

## Loi électorale du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### TITRE I

#### INTERPRÉTATION

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

1° «agent officiel», «association autorisée» et «parti autorisé»: ce qu'entend par ces expressions la Loi régissant le financement des partis politiques (1977, chapitre 11);

2° «circonscription électorale», «secteur électoral» et «section de vote»: division territoriale effectuée en vue de l'élection d'un député à l'Assemblée nationale du Québec conformément à la Loi sur la représentation électorale (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 10*);

3° «registre du scrutin»: registre dans lequel le secrétaire du bureau de vote inscrit les mentions relatives au déroulement du vote.

Aux fins de la présente loi, le mot «serment» comprend l'affirmation solennelle.

### TITRE II

#### L'ÉLECTEUR

**2.** Pour être électeur une personne doit, à la date fixée pour le scrutin:

- 1° avoir dix-huit ans accomplis;
- 2° être citoyen canadien;
- 3° être domicilié au Québec depuis au moins douze mois; et
- 4° n'être dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi.

Toutefois, ne peuvent être électeurs le directeur général des élections, le directeur général du financement des partis politiques et ses adjoints et les membres de la Commission de la représentation électorale.

**3.** N'ont pas la capacité d'électeur les interdits pour démence et les personnes en cure fermée suivant la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44).

**4.** Ne peuvent prendre part aux élections le directeur général des élections, le directeur du scrutin, le directeur général du financement des partis politiques et ses adjoints, les juges des tribunaux judiciaires et le Protecteur du citoyen.

**5.** Pour exercer son droit de vote, l'électeur doit être inscrit sur la liste électorale.

Il exerce son droit de vote au bureau de vote de la section de vote où est situé son domicile à la fin de la période de révision de la liste électorale.

**6.** Le domicile de la femme séparée de fait se détermine comme si elle n'était pas mariée.

**7.** Une personne qui quitte temporairement son domicile pour travailler ou étudier dans une autre localité, vote dans la section de vote de son domicile ou dans celle où elle réside aux fins de son travail ou de ses études.

**8.** Une personne visée dans l'article 7 est réputée avoir fait son choix si, au moment de la révision, elle demande que son nom soit inscrit sur la liste électorale de la section de vote où elle réside. Ce changement n'a pas pour effet de modifier le registre des électeurs établi en vertu de la Loi sur le registre des électeurs (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 3*) et ne vaut que pour l'élection en cours.

**9.** Un détenu conserve son domicile malgré sa détention.

**10.** Une personne qui remplit à l'extérieur du Québec une fonction pour le compte du gouvernement du Québec ou du Canada, conserve son domicile au Québec.

## TITRE III

### LE CANDIDAT

**11.** Tout électeur peut être élu à l'Assemblée nationale du Québec.

**12.** Toutefois, sont inéligibles:

1° les juges des tribunaux judiciaires;

2° l'agent officiel d'un candidat ou d'un parti politique au cours de l'élection;

3° le candidat à une élection précédente dont l'agent officiel n'a pas remis dans le délai imparti le rapport ou la déclaration prévus par la Loi régissant le financement des partis politiques et qui n'a pas été excusé de son retard par ordonnance d'un juge;

4° les membres du Parlement du Canada;

5° les détenus pour la durée de la sentence d'emprisonnement à laquelle ils ont été condamnés.

**13.** Le candidat ne peut se présenter en même temps dans plus d'une circonscription électorale.

**14.** Le directeur général des élections, le directeur général du financement des partis politiques ou un membre de la Commission de la représentation électorale qui désire poser sa candidature à une élection doit donner, au président de l'Assemblée nationale du Québec ou à son secrétaire général, un avis écrit de sa démission dans les trois mois précédant la date où le gouvernement a ordonné une élection.

## TITRE IV

### LA PÉRIODE ÉLECTORALE

#### CHAPITRE I

##### LA CONVOCATION DES ÉLECTEURS

**15.** La tenue d'une élection est ordonnée par décret du gouvernement adressé au directeur général des élections. Ce décret lui enjoint de tenir une élection à la date qui y est fixée et indique chaque circonscription où une élection doit être tenue.

Le directeur général fait parvenir copie du décret au directeur du scrutin de chaque circonscription visée, qui doit s'y conformer.

**16.** Lors d'élections générales, la date d'élection est la même pour toutes les circonscriptions électorales.

**17.** Lorsqu'un siège de député à l'Assemblée nationale du Québec devient vacant, la convocation des électeurs a lieu au plus tard six mois à compter de la vacance.

**18.** Toute élection a lieu le cinquième lundi qui suit la convocation des électeurs, sauf si ce lundi tombe un jour férié auquel cas l'élection a lieu le jour suivant.

**19.** Sur réception de la copie du décret, le directeur du scrutin établit aussitôt, dans un endroit facilement accessible de la circonscription électorale, un bureau officiel dont l'adresse est communiquée au directeur général, à chaque association autorisée et au public.

Le bureau officiel doit être ouvert de neuf heures à vingt-deux heures.

**20.** Le directeur publie un calendrier électoral en la forme prévue par l'annexe A.

**21.** Le directeur du scrutin fait parvenir à chaque habitation de sa circonscription, au plus tard le vingt-deuxième jour précédant celui du scrutin, un manuel préparé par le directeur général des élections en collaboration avec le directeur général du financement des partis politiques. Ce manuel informe les citoyens sur le droit de vote, la liste électorale et sa révision, le financement des partis politiques et des candidats et les modalités de participation au scrutin.

**22.** Le directeur du scrutin doit faire parvenir aux électeurs, au plus tard le deuxième jour précédant celui du scrutin, une carte de rappel les informant du lieu et des heures du scrutin ainsi que des mentions que contiendra le bulletin de vote.

## CHAPITRE II

### LA DÉCLARATION DE CANDIDATURE

**23.** Une personne qui désire poser sa candidature doit, au plus tard à vingt-deux heures le seizième jour précédant celui du scrutin, produire une déclaration à cet effet au bureau officiel du directeur du scrutin.

**24.** La personne qui pose sa candidature peut désigner une personne pour agir en son nom à titre de délégué.

**25.** La déclaration doit être faite selon la formule prescrite par règlement et être signée par la personne qui désire poser sa candidature. Cette déclaration indique ses nom et prénom, l'adresse de son domicile, sa date de naissance, sa profession et, s'il y a lieu, son appartenance politique. De plus, elle indique le nom de son agent officiel et, si elle choisit d'en nommer un, celui de son délégué.

**26.** Un candidat peut utiliser son nom usuel, seul ou avec son nom de famille, à la condition qu'il inscrive ce nom sur sa déclaration, qu'il soit de notoriété constante dans la vie politique, professionnelle ou sociale et que le candidat agisse de bonne foi.

**27.** La preuve du nom s'établit par la production de l'acte de naissance ou de toute autre pièce d'identité prescrite par règlement.

**28.** La mention de l'appartenance politique est confirmée par une lettre du chef du parti autorisé qui reconnaît la personne pour son candidat.

**29.** Une déclaration doit comporter la signature et l'adresse d'au moins cent électeurs de la circonscription électorale pour laquelle cette déclaration est produite.

La personne qui pose sa candidature ou son délégué sont seuls autorisés à recueillir ces signatures.

**30.** Un électeur ne peut signer qu'une déclaration de candidature.

**31.** La personne qui recueille les signatures d'appui déclare sous serment qu'elle connaît les signataires, qu'ils ont apposé leur signature en sa présence et qu'à sa connaissance ils sont électeurs de la circonscription électorale.

**32.** Les sanctions applicables au signataire d'une déclaration de candidature qui n'est pas électeur, qui n'est pas domicilié dans la circonscription ou qui signe plus d'une déclaration de candidature doivent être énoncées sur la formule elle-même.

**33.** Une personne qui pose sa candidature doit joindre à sa déclaration une photographie selon les normes prescrites par règlement.

Cette photographie doit porter au verso la signature de deux électeurs qui connaissent la personne qui pose sa candidature, attestent l'authenticité de la photographie de cette personne et

confirment que les nom et adresse mentionnés sur la déclaration sont ceux de cette dernière.

**34.** Le directeur du scrutin doit sur-le-champ recevoir la déclaration si elle est complète et si tous les documents requis y sont joints.

Il donne alors un accusé de réception qui fait preuve de la candidature.

**35.** Un électeur peut consulter au bureau officiel du directeur du scrutin toute déclaration reçue. Un candidat peut obtenir copie de cette déclaration.

**36.** Un employeur doit, sur demande, accorder à un employé qui se porte candidat ou qui agit comme agent officiel d'un candidat, un congé sans rémunération. La période du congé commence le jour où la déclaration de candidature est reçue par le directeur du scrutin et se termine le huitième jour suivant celui du scrutin. L'employé peut mettre fin en tout temps à ce congé.

Le congé ainsi obtenu ne peut être retranché de la période de vacances à laquelle l'employé a droit.

**37.** Si le directeur du scrutin a reçu une seule déclaration à la fin de la période prévue pour la production des déclarations, il proclame le candidat élu et en informe immédiatement le directeur général.

## CHAPITRE III

### L'AVIS D'ÉLECTION

**38.** Dès la fin de la période de production des déclarations de candidature, le directeur du scrutin rédige un avis d'élection.

**39.** L'avis d'élection énonce, suivant la formule prévue par l'annexe B, les nom et prénom des candidats, leur appartenance politique s'il y a lieu, leur adresse ainsi que les nom et prénom de leur agent officiel et de leur délégué, le cas échéant.

**40.** L'avis d'élection est affiché au bureau officiel du directeur du scrutin et une copie est transmise à chaque candidat ou à son délégué.



## CHAPITRE IV

## LE RETRAIT OU LE DÉCÈS D'UN CANDIDAT

**41.** Un candidat peut retirer sa candidature s'il remet au directeur du scrutin une déclaration à cet effet signée par lui et par deux électeurs de sa circonscription.

**42.** Le nom du candidat ne doit pas apparaître sur le bulletin de vote si la déclaration de retrait est produite auprès du directeur du scrutin dans les trois jours qui suivent l'expiration de la période prévue pour la production d'une déclaration de candidature.

Toutefois, si la déclaration est produite plus de trois jours après l'expiration de cette période et s'il est impossible d'imprimer de nouveaux bulletins de vote, le scrutateur doit rayer le nom du candidat sur chacun des bulletins.

**43.** Si après le retrait de candidature il ne reste qu'un seul candidat, le directeur du scrutin le proclame élu et en informe immédiatement le directeur général.

**44.** Lorsqu'un candidat décède entre le vingt et unième jour précédant celui du scrutin et la clôture du scrutin, le jour du scrutin est reporté.

Les déclarations de candidature sont alors produites au plus tard le deuxième lundi qui suit le jour du décès du candidat et l'élection a lieu le deuxième lundi subséquent.

Le directeur du scrutin, après en avoir informé le directeur général, publie immédiatement, en la manière prescrite par règlement, un avis informant les électeurs de la nouvelle période de production des déclarations de candidature et de la nouvelle date d'élection. L'élection se déroule alors comme une élection ordinaire.

## CHAPITRE V

## L'ÉLECTION

## SECTION I

## LE VOTE PAR ANTICIPATION

## SOUS-SECTION I

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**45.** Le directeur du scrutin doit, avant le vingt-huitième jour précédant celui du scrutin, établir dans sa circonscription électorale autant de bureaux de vote par anticipation qu'il le juge nécessaire; il détermine les sections de vote qui leur sont rattachées et en informe chaque candidat et chaque association autorisée.

**46.** Le directeur du scrutin nomme, selon la formule prescrite par règlement, un scrutateur et un secrétaire pour chaque bureau de vote, conformément aux articles 71 et 72, et il leur remet la liste électorale qui y sera utilisée.

**47.** Le bureau de vote est ouvert de quatorze heures à vingt-deux heures, les dimanche et lundi, huitième et septième jours précédant celui du scrutin.

**48.** Peut voter par anticipation le personnel électoral, une personne handicapée, un détenu ou une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente ou incapable de voter dans la section le jour du scrutin.

**49.** Une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente ou incapable de voter dans la section de vote le jour du scrutin et qui désire voter par anticipation doit signer une déclaration assermentée à cet effet qui lui est remise par le scrutateur. Doivent aussi y être inscrits ses nom, prénom, adresse et date de naissance.

**50.** Sous réserve des articles 51 et 52, le vote se déroule de la même façon que le jour du scrutin.

**51.** À la fin de la première journée du vote, le scrutateur place dans une enveloppe les documents nécessaires au vote, la cachette et y appose ses initiales. Le secrétaire du bureau et les représentants présents peuvent y apposer leurs initiales. Le scru-

tateur place l'enveloppe dans l'urne qu'il referme et scelle en la manière prescrite par règlement.

**52.** Au début de la seconde journée, le scrutateur, en présence du secrétaire du bureau et des représentants présents, ouvre l'urne et reprend possession du matériel nécessaire au vote. À la fin de cette journée, il est procédé de la même manière qu'à la fin de la première journée. Le scrutateur remet l'urne au directeur du scrutin ou à la personne qu'il désigne, qui est chargé de la garde jusqu'au dépouillement du scrutin.

**53.** Le directeur du scrutin ou une personne qu'il désigne procède au dépouillement des votes, à compter de vingt heures le jour du scrutin, à l'endroit qu'il détermine et conformément aux articles 112 à 123.

**54.** Le directeur du scrutin transmet aux candidats la liste des électeurs de la circonscription qui ont voté par anticipation et, au scrutateur qui agira le jour de l'élection, celle de sa section de vote.

Le secrétaire du bureau inscrit sur le registre du scrutin les annotations nécessaires.

## SOUS-SECTION II

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU VOTE DES DÉTENUS

**55.** Lors d'élections générales, le directeur d'un établissement de détention doit, dans les trois jours qui suivent la convocation d'une élection, fournir au directeur général des élections la liste des électeurs qui sont détenus dans cet établissement. Cette liste indique, en plus de l'adresse où le détenu a son domicile, ses nom, prénom, date de naissance et sexe.

Cette liste constitue la liste électorale qui doit servir lors du vote par anticipation. Le directeur général des élections doit en faire parvenir sans délai un extrait à chaque directeur du scrutin intéressé lui indiquant le nom des électeurs dont le vote sera compté dans sa circonscription. Ce dernier en informe alors chaque candidat.

**56.** Le directeur du scrutin de la circonscription où se trouve l'établissement doit transmettre à chaque détenu un exemplaire de la liste électorale et installer dans l'établissement un bureau pour recevoir les demandes d'inscription, de radiation ou de correction de la liste. Cette liste est alors révisée selon les dispositions de la Loi sur le registre des électeurs.

**57.** Le directeur du scrutin de la circonscription électorale où se trouve l'établissement y établit, en collaboration avec le directeur de l'établissement, autant de bureaux de vote qu'il estime nécessaire.

**58.** Le directeur général des élections transmet au directeur du scrutin de la circonscription où se trouve un établissement de détention les bulletins des différentes circonscriptions où sont domiciliés les détenus.

**59.** Le bureau de vote est ouvert de dix heures à vingt heures, le lundi, septième jour précédant celui de l'élection.

**60.** Le vote se déroule de la même manière que le jour du scrutin.

**61.** Après la clôture du vote, le scrutateur fait parvenir au directeur général l'urne et les documents ayant servi au déroulement du scrutin, en la manière prescrite par règlement.

**62.** Le jour du scrutin, après la fermeture des bureaux de vote, le directeur général procède au dépouillement des votes en présence d'un représentant de chaque parti autorisé qui le désire.

**63.** Le directeur général fait aussitôt parvenir à chaque directeur du scrutin intéressé les résultats et un relevé du dépouillement, lequel est également transmis à chaque candidat.

**64.** Pour l'application de la présente sous-section, le directeur général peut conclure avec le directeur d'un établissement de détention établi en vertu d'une loi du Parlement du Canada, toute entente qu'il juge utile.

## SECTION II

### LES OPÉRATIONS PRÉPARATOIRES AU VOTE

#### SOUS-SECTION I

##### LE BUREAU DE VOTE

**65.** Le directeur du scrutin établit un bureau de vote pour chaque section de vote.

**66.** Les bureaux de vote d'un secteur électoral doivent être regroupés dans un même endroit qui doit être public. Toutefois, si cela s'avère impossible, le directeur du scrutin peut établir ces bureaux à tout autre endroit.

**67.** Une municipalité, une commission scolaire et un établissement constitué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) doivent permettre l'usage gratuit de leurs locaux pour l'établissement des bureaux de vote.

Le jour du scrutin est jour de congé dans toute institution d'enseignement située dans une circonscription où se tient une élection.

**68.** Le directeur général donne au directeur du scrutin les instructions qu'il juge utiles sur la manière d'aménager et d'identifier un endroit où se trouve un bureau de vote.

## SOUS-SECTION II

### LE PERSONNEL DU SCRUTIN

**69.** Les membres du personnel du scrutin sont choisis parmi les électeurs de la circonscription électorale et sont rémunérés suivant les normes et barèmes établis par règlement.

**70.** Le directeur du scrutin nomme un préposé à l'information et au maintien de l'ordre là où des bureaux de vote sont regroupés.

**71.** Le directeur du scrutin nomme comme scrutateur la personne recommandée par le candidat du parti autorisé dont le candidat s'est classé premier lors de la dernière élection ou par le député indépendant élu comme tel s'il se présente à nouveau.

Il nomme comme secrétaire du bureau de vote la personne recommandée par le candidat du parti autorisé dont le candidat s'est classé deuxième.

**72.** Dans une circonscription nouvelle ou dans une circonscription dont la délimitation a été changée depuis la dernière élection, le directeur général décide quels candidats ont le droit de faire les recommandations prévues par l'article 71.

**73.** Les recommandations doivent parvenir au directeur du scrutin au plus tard le quatorzième jour qui précède le scrutin. En l'absence de recommandations ou lorsque la personne recommandée n'est pas qualifiée pour cette fonction, le directeur du scrutin procède à la nomination sans autre formalité.

**74.** Le douzième jour qui précède le scrutin, le directeur du scrutin affiche dans son bureau et transmet à chaque candidat la liste des scrutateurs et des secrétaires de bureau de vote qu'il a nommés.

Il informe sans délai les candidats des changements qui sont apportés à cette liste.

**75.** Le scrutateur a pour fonctions:

1° de voir à l'aménagement du bureau de vote;

2° d'assurer le bon déroulement du scrutin et de maintenir le bon ordre;

3° de faciliter l'exercice du droit de vote et d'assurer le secret du vote;

4° de transmettre au directeur du scrutin les résultats du vote et de lui remettre l'urne.

**76.** Le directeur du scrutin remet au scrutateur, dans une urne scellée, après avoir apposé ses initiales sur les scellés, un exemplaire de la présente loi et des règlements, la liste électorale de la section de vote, la liste des personnes qui ont voté par anticipation, un registre du scrutin, le nombre requis de bulletins de vote et les formules.

De plus, il lui remet le matériel nécessaire au déroulement du scrutin.

### SOUS-SECTION III

#### LE REPRÉSENTANT

**77.** Le candidat peut désigner une personne qu'il mandate par procuration pour le représenter auprès du scrutateur et du préposé à l'information et au maintien de l'ordre.

**78.** La procuration est signée par le candidat ou son délégué et elle est présentée au scrutateur. Elle est valide pour toute la durée du scrutin.

**79.** Le candidat peut aider son représentant dans l'exercice de ses fonctions et il peut lui-même être présent partout où son représentant est autorisé à agir.

**80.** Le représentant doit déclarer sous serment, suivant la formule prescrite par règlement, qu'il ne révélera pas le nom du candidat pour qui une personne a voté en sa présence.

## SOUS-SECTION IV

## LE BULLETIN DE VOTE ET L'URNE

**81.** Le directeur du scrutin fait imprimer les bulletins de vote suivant le modèle prévu par l'annexe D et suivant les directives du directeur général.

**82.** Le papier nécessaire à l'impression des bulletins de vote est fourni par le directeur général. Ce papier présente un filigrane que le directeur général et le fabricant ne peuvent dévoiler.

**83.** Le bulletin de vote comprend une souche et un talon qui indiquent le même numéro au verso. Ils sont numérotés consécutivement.

**84.** Le bulletin de vote doit permettre d'identifier clairement chaque candidat et doit contenir au recto, dans l'ordre alphabétique, d'abord les nom et prénom du candidat de chaque parti autorisé tels qu'orthographiés dans la déclaration de candidature et ensuite ceux des autres candidats; au verso, un espace est réservé aux initiales du scrutateur, aux nom et adresse de l'imprimeur et à la désignation de la circonscription électorale.

Le nom du parti autorisé apparaît sous le nom du candidat de ce parti; la mention «indépendant» est inscrite sous le nom du candidat indépendant s'il en a fait la demande dans sa déclaration de candidature.

**85.** Le directeur du scrutin remet à chaque scrutateur, en même temps que le matériel nécessaire au vote, un nombre suffisant de bulletins qui ne peut être supérieur au nombre d'électeurs inscrits plus vingt-cinq.

**86.** Le directeur général fait fabriquer des urnes, suivant les normes qu'il fixe, en nombre suffisant pour chaque circonscription électorale.

Ces urnes doivent être d'un matériau solide, de dimensions et de type uniformes; elles doivent porter l'emblème officiel du Québec.

**87.** Entre la date du décret d'élection et celle de la publication de l'avis visé dans l'article 132, le directeur du scrutin a la garde des urnes. En dehors de cette période, le directeur général confie la garde des urnes d'une circonscription électorale au shérif du district judiciaire ou au registrateur de la division d'enregistrement où est située la circonscription.

## SECTION III

## LE VOTE

## SOUS-SECTION I

## LES FORMALITÉS PRÉALABLES

**88.** Le préposé à l'information et au maintien de l'ordre, le scrutateur et le secrétaire du bureau de vote sont présents au bureau de vote une heure avant l'ouverture.

Les représentants des candidats peuvent être présents à partir du même moment. Ils peuvent assister à toute opération qui s'y déroule.

**89.** Le scrutateur, en présence du secrétaire du bureau, ouvre l'urne et examine le matériel nécessaire à la tenue du scrutin en respectant les directives émises par le directeur général.

**90.** L'endroit où se trouvent les bureaux de vote de même que le personnel du scrutin doivent être identifiés en la manière prescrite par règlement.

**91.** À l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, le scrutateur et le secrétaire du bureau de vote doivent s'assurer que l'urne ne contient aucun bulletin de vote. Elle est ensuite scellée et placée sur la table du bureau de manière à être visible par le personnel du scrutin.

## SOUS-SECTION II

## LES HEURES D'OUVERTURE

**92.** Le scrutin a lieu de dix heures à vingt heures.

**93.** Durant les heures du scrutin, le directeur général et le directeur du scrutin doivent être facilement accessibles aux candidats et à leurs délégués.

**94.** Un employeur doit accorder à l'électeur à son emploi, pendant les heures d'ouverture des bureaux de vote, au moins quatre heures consécutives pour voter, sans tenir compte du temps normalement accordé pour les repas. Aucune déduction de salaire ni aucune sanction ne peut être imposée à l'employé en raison de ce congé.



## SOUS-SECTION III

## L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE

**95.** Il ne peut être admis à la fois plus d'un votant à un bureau de vote.

**96.** L'électeur mentionne au scrutateur et au secrétaire du bureau de vote ses nom, prénom, adresse et date de naissance.

**97.** Le scrutateur admet à voter l'électeur qui ne l'a pas déjà fait, qui est inscrit sur la liste électorale de la section de vote et dont les nom, prénom, adresse et date de naissance correspondent à ceux apparaissant sur la liste électorale.

Le scrutateur remet à l'électeur qui a été admis à voter le bulletin de vote après l'avoir paraphé.

**98.** Le secrétaire du bureau de vote inscrit alors sur la liste électorale une note à l'effet que l'électeur a voté.

**99.** Après avoir reçu le bulletin de vote, l'électeur se rend dans l'isoloir, marque aussitôt le bulletin et le plie; il quitte l'isoloir, permet que les initiales du scrutateur soient examinées par le personnel du scrutin et par le représentant d'un candidat qui le désire; le scrutateur détache le talon et l'électeur dépose lui-même le bulletin dans l'urne.

**100.** Si les initiales qui apparaissent au verso du bulletin ne sont pas celles du scrutateur, ce dernier doit l'annuler et mention en est faite au registre du scrutin par le secrétaire du bureau.

**101.** Le scrutateur remet un nouveau bulletin à l'électeur qui, par inadvertance, a marqué ou détérioré son bulletin et l'annule.

**102.** L'électeur qui déclare sous serment qu'il est incapable de marquer lui-même son bulletin peut se faire assister soit du scrutateur ou du secrétaire du bureau en présence des représentants, soit d'un électeur du même secteur électoral qui déclare sous serment n'avoir pas déjà porté assistance à un autre électeur au cours du scrutin. Dans l'un et l'autre cas, mention en est faite au registre du scrutin.

**103.** Le scrutateur doit fournir à un handicapé visuel qui lui en fait la demande un gabarit pour lui permettre de voter sans assistance. Le scrutateur lui indique alors l'ordre dans lequel les candidats apparaissent sur le bulletin.

**104.** Avant que le scrutateur ne remette un bulletin de vote, ce dernier, le secrétaire du bureau ou le représentant d'un candidat peut exiger d'une personne qu'elle déclare sous serment, suivant la formule prescrite par règlement, qu'elle est électeur. Le secrétaire mentionne dans le registre du scrutin les motifs de cette exigence et indique le nom de la personne qui l'a faite.

**105.** Le scrutateur ne doit pas donner de bulletin de vote à la personne qui refuse de prêter serment et mention doit en être faite au registre du scrutin.

**106.** L'électeur sous le nom de qui une personne a déjà voté peut quand même être admis à voter après avoir prêté serment suivant la formule prescrite par règlement; mention en est faite au registre du scrutin.

**107.** Un électeur dont le nom n'apparaît pas sur la copie de la liste électorale utilisée dans le bureau de vote mais dont le nom se trouve sur l'original au bureau du directeur du scrutin, peut obtenir de ce dernier ou du secrétaire du scrutin une autorisation de voter, selon la formule prescrite par règlement.

L'électeur qui a obtenu cette autorisation la présente au scrutateur et déclare sous serment qu'il est bien la personne qui l'a obtenue. Une inscription en est alors faite au registre du scrutin.

**108.** Sur les lieux d'un bureau de vote, nul ne peut utiliser un signe permettant d'identifier son appartenance politique ou manifestant son appui à un parti ou à un candidat.

**109.** Le directeur du scrutin et le scrutateur détiennent, pour les fins de l'exercice de leurs fonctions, tous les pouvoirs d'un juge de paix.

**110.** Si le vote n'a pu commencer à l'heure fixée, a été interrompu par force majeure ou n'a pu être terminé en raison d'un manque de bulletins, le vote se poursuit jusqu'à ce qu'il ait duré dix heures.

**111.** Les électeurs présents sur les lieux d'un bureau de vote à la clôture du scrutin et qui n'ont pu voter avant l'heure prévue, peuvent exercer leur droit de vote et le scrutateur déclare ensuite le scrutin clos.

## SECTION IV

## LES OPÉRATIONS CONSÉCUTIVES AU VOTE

**112.** Après la clôture du scrutin, le scrutateur et le secrétaire du bureau de vote procèdent au dépouillement des bulletins de vote. Les candidats et leurs représentants peuvent y assister.

**113.** Avant d'ouvrir l'urne, le secrétaire du bureau inscrit au registre du scrutin:

- 1° le nombre d'électeurs ayant voté;
- 2° le nombre de bulletins de vote détériorés ou annulés et ceux qui n'ont pas été utilisés; et
- 3° le nom des personnes ayant exercé une fonction à titre de membre du personnel du scrutin ou à titre de représentant en précisant celles qui ont droit à une rémunération.

**114.** Le scrutateur, le secrétaire du bureau et les représentants des candidats utilisent pour le dépouillement des suffrages une feuille de compilation fournie par le directeur général.

**115.** Le scrutateur ouvre l'urne, procède au dépouillement en prenant un par un les bulletins déposés dans l'urne et permet à chaque personne présente de les examiner.

**116.** Le scrutateur déclare valide tout bulletin de vote sur lequel l'électeur a exprimé clairement son choix par quelque marque que ce soit.

Toutefois, le scrutateur rejette un bulletin qui:

- 1° n'a pas été fourni par lui;
- 2° ne comporte pas les initiales du scrutateur;
- 3° n'a pas été marqué;
- 4° a été marqué en faveur de plus d'un candidat;
- 5° a été marqué en faveur d'une personne qui n'est pas candidate;
- 6° a été marqué ailleurs que dans un des cercles;
- 7° porte des inscriptions fantaisistes ou injurieuses; ou
- 8° porte une marque permettant d'identifier l'électeur.

**117.** Aucun bulletin ne doit être rejeté pour le seul motif qu'on a omis d'en enlever le talon. Dans ce cas, le scrutateur détache le talon et le détruit.

**118.** Le scrutateur considère toute contestation qu'un candidat ou un représentant de candidat soulève au sujet de la validité d'un bulletin de vote et en décide immédiatement. La contestation et la décision du scrutateur sont inscrites dans le registre du scrutin.

**119.** Après avoir compté les bulletins et dressé un relevé des suffrages accordés à chaque candidat et des bulletins rejetés, le scrutateur place dans des enveloppes distinctes les bulletins attribués à un même candidat, les bulletins rejetés, ceux qui n'ont pas servi et le relevé des suffrages. Il scelle ensuite ces enveloppes.

Le scrutateur, le secrétaire et les représentants qui le désirent apposent leurs initiales sur les scellés.

Ces enveloppes et le registre du scrutin sont déposés dans l'urne.

**120.** Le scrutateur remet au représentant de chaque candidat et au directeur du scrutin un relevé du dépouillement établi suivant l'annexe E et qui indique les résultats du vote.

**121.** Le scrutateur scelle l'urne; ce dernier, le secrétaire et les représentants qui le désirent apposent leurs initiales sur les scellés.

**122.** Le scrutateur remet l'urne au directeur du scrutin ou à la personne que ce dernier désigne pour la recevoir.

## CHAPITRE VI

### LE RECENSEMENT DES VOTES

**123.** Le directeur du scrutin avise chaque candidat ou son délégué du moment où il est prêt à procéder au recensement des votes.

Ce recensement se déroule au bureau officiel du directeur et tout candidat, délégué ou électeur peut y assister.

**124.** Le directeur du scrutin procède au recensement des votes en utilisant les relevés du dépouillement contenus dans les urnes et en compilant les suffrages accordés aux candidats dans chacune des sections de vote de la circonscription.

**125.** Si un relevé du dépouillement n'a pas été déposé dans l'urne ou si le directeur du scrutin n'a pu obtenir une urne, il

ajourne le recensement jusqu'à ce qu'il obtienne ce relevé ou cette urne.

S'il s'avère impossible de les obtenir, il poursuit le recensement.

**126.** Le candidat qui au terme du recensement a remporté le plus grand nombre de votes est proclamé élu.

**127.** En cas d'égalité des voix, le directeur du scrutin engage une procédure de dépouillement judiciaire.

## CHAPITRE VII

### LA PUBLICATION DES RÉSULTATS

**128.** Le directeur général doit publier dans le plus bref délai après l'élection un rapport détaillé de cette élection contenant notamment les résultats de chaque secteur électoral.

**129.** Dès que le directeur du scrutin a transmis au directeur général le résultat du recensement des votes, il le communique à toute personne qui en fait la demande.

**130.** Si aucune demande de dépouillement judiciaire n'a été déposée avant l'expiration d'un délai de quatre jours suivant le recensement des votes, le directeur du scrutin transmet au directeur général une proclamation lui faisant connaître le nom du candidat élu.

Le directeur du scrutin fait parvenir à chaque candidat une copie de cette proclamation.

**131.** Le directeur général inscrit dans un registre le nom des candidats proclamés élus et les résultats officiels du scrutin.

**132.** Après en avoir informé le président de l'Assemblée nationale du Québec ou le secrétaire général, le directeur général publie à la *Gazette officielle du Québec*, dans le plus bref délai, un avis indiquant les nom et prénom des candidats élus, leur appartenance politique et le nom de leur circonscription électorale respective.

À compter de la publication de cet avis, le député est membre de l'Assemblée nationale du Québec.

## TITRE V

## LE DÉPOUILLEMENT JUDICIAIRE

**133.** Un électeur ou un candidat de la circonscription peut demander un dépouillement judiciaire des votes.

**134.** Le candidat qui s'est classé deuxième ou son délégué peut, en cas de majorité ne dépassant pas un millième des voix exprimées, demander sans frais le dépouillement.

**135.** La demande de dépouillement est faite par requête adressée à un juge de la Cour provinciale du district judiciaire où se trouve située entièrement ou en partie la circonscription électorale où s'est tenue l'élection.

**136.** La requête est présentée dans les quatre jours qui suivent le recensement des votes.

Sauf dans le cas d'une demande de dépouillement visée dans l'article 127, le requérant doit, dans le même délai, fournir une caution de cinq cents dollars pour la sûreté des frais qui peuvent résulter de sa demande.

**137.** Le dépouillement doit débiter dans les quatre jours de la présentation de la requête.

À cette fin, le juge donne un avis écrit au directeur général et aux candidats, du jour, de l'heure et du lieu où il procédera au dépouillement des votes.

Le juge assigne également le secrétaire du scrutin et le directeur du scrutin à comparaître et ordonne à ce dernier d'apporter les urnes.

**138.** La requête a préséance sur toute autre matière dont la cour saisie.

**139.** Au jour fixé, le juge procède à l'examen des bulletins de vote et des autres documents contenus dans l'urne. Il rectifie s'il y a lieu le relevé du dépouillement.

Les candidats et leurs délégués peuvent y participer.

**140.** Pour décider de la validité d'un bulletin de vote, le juge s'assure que ce bulletin a été fourni par le scrutateur du bureau de vote où il a été déposé et que les initiales qui y sont apposées sont celles du scrutateur.

En l'absence d'une urne, le juge prend les moyens appropriés pour connaître les résultats du vote.

**141.** Au cours du dépouillement, le juge a la garde des urnes.

**142.** Dès que le dépouillement est terminé, le juge rend sa décision sur les résultats du vote.

Le directeur du scrutin proclame alors élu le candidat qui a reçu le plus grand nombre de voix et en informe le directeur général, lequel se conforme à l'article 132.

**143.** En cas d'égalité des voix ou en cas d'annulation de tous les bulletins de vote, une nouvelle élection a lieu.

Le directeur du scrutin, après en avoir informé le directeur général, publie immédiatement, en la matière prescrite par règlement, un avis informant les électeurs de la nouvelle période de production des déclarations de candidature et de la nouvelle date d'élection.

Les déclarations de candidature sont produites au plus tard le deuxième lundi qui suit le jour de la décision du juge et l'élection a lieu le deuxième lundi subséquent. L'élection se déroule comme une élection ordinaire.

**144.** Le juge fixe le montant des frais selon le tarif que le gouvernement peut établir par règlement.

Lorsque les résultats de l'élection ne sont pas modifiés par la décision du juge, les frais du candidat qui a reçu le plus grand nombre de suffrages sont à la charge du requérant.

**145.** La caution déposée pour la sûreté des frais est remise au candidat qui est proclamé élu, jusqu'à concurrence de ses frais.

**146.** Si le juge ne se conforme pas au présent titre, la partie qui s'estime lésée peut, dans les quatre jours suivants, demander à un juge de la Cour d'appel de rendre une ordonnance enjoignant au juge de s'y conformer.

## TITRE VI

### LA CONTESTATION DE L'ÉLECTION

**147.** Un électeur ou un candidat de la circonscription peut contester l'élection si cette élection ou la proclamation faisant connaître le nom du candidat élu sont irrégulières ou si le député est coupable d'une manœuvre frauduleuse qui le rend inéligible ou inhabile à siéger à l'Assemblée nationale du Québec.

**148.** La contestation de l'élection est formée par requête adressée à la Cour provinciale du district judiciaire où se trouve située entièrement ou en partie la circonscription électorale où s'est tenue l'élection.

Cette requête est présentée dans les trente jours de la publication à la *Gazette officielle du Québec* de l'avis visé dans l'article 132 ou dans les trente jours d'une condamnation pour manoeuvre frauduleuse visée dans l'article 119 de la Loi régissant le financement de partis politiques.

**149.** Le requérant doit, dans le délai prévu par l'article 148, fournir une caution de mille dollars pour la sûreté des frais qui peuvent résulter de sa demande.

**150.** Le juge en chef, le juge en chef associé ou, suivant le cas, le juge en chef adjoint de la Cour provinciale désigne trois juges pour entendre la requête en contestation d'élection.

**151.** Sous réserve de l'article 138, la requête a préséance sur toute autre matière dont la cour est saisie.

**152.** Les juges déterminent le mode de preuve et la procédure qu'ils jugent utiles en vue d'une solution expéditive de la contestation.

**153.** Le directeur général et le directeur du scrutin de la circonscription dont l'élection fait l'objet de la contestation doivent être mis en cause.

**154.** L'acceptation par l'intimé d'une fonction qui le rend inhabile à siéger à l'Assemblée nationale du Québec ou l'abandon de son siège de député n'empêche pas la présentation de la requête et n'en interrompt pas l'audition.

La procédure n'est pas suspendue par la convocation ou la prorogation de l'Assemblée nationale du Québec, ni par sa dissolution.

**155.** La cour décide de la régularité de l'élection. Si l'élection est régulière, la cour confirme la proclamation ou proclame élu un autre candidat; si l'élection est irrégulière, elle annule l'élection.

**156.** Dès que la décision a force de chose jugée, le directeur général des élections transmet une copie certifiée conforme de cette décision au président ou au secrétaire général de l'Assemblée nationale du Québec qui en informe aussitôt les membres.



Lorsque la décision modifie le résultat de l'élection, le directeur général se conforme aux articles 131 et 132.

**157.** Il y a appel à la Cour d'appel, sur une question de droit, de la décision finale rendue sur la requête.

Cet appel doit être interjeté dans les quinze jours de la décision.

**158.** L'appel est entendu d'urgence et le jugement est final et sans appel.

## TITRE VII

### L'ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS

#### CHAPITRE I

##### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

##### SECTION I

##### LA NOMINATION

**159.** Sur proposition du Premier ministre, l'Assemblée nationale du Québec nomme, par résolution approuvée par les deux tiers de ses membres, un directeur général des élections choisi parmi les électeurs et elle fixe son traitement.

**160.** La durée du mandat du directeur général est de cinq ans et est renouvelable; malgré l'expiration de son mandat, le directeur général demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

**161.** Le directeur général peut démissionner à tout moment au moyen d'un avis écrit transmis au président de l'Assemblée nationale du Québec; il ne peut être destitué que par une résolution approuvée par les deux tiers des membres de cette assemblée.

**162.** Avant de commencer à exercer ses fonctions, le directeur général fait, devant le président de l'Assemblée nationale du Québec, l'affirmation solennelle prévue par l'annexe C.

**163.** Le directeur général exerce ses fonctions à plein temps.

**164.** En cas d'incapacité temporaire du directeur général ou de vacance, le gouvernement peut, pour une période n'excédant pas six mois, désigner une personne pour remplir les fonctions du directeur général.

## SECTION II

### LES FONCTIONS ET LES POUVOIRS

**165.** Le directeur général a pour fonction de veiller à l'application de la présente loi; il est notamment chargé:

1° en ce qui a trait au contrôle des élections:

a) d'assurer la formation du personnel électoral;

b) de surveiller le déroulement du vote;

c) d'émettre des directives et d'établir les formules devant servir à l'application de la présente loi;

d) d'enquêter sur la régularité des opérations électorales;

2° en ce qui a trait à l'information du public:

a) de donner à quiconque en fait la demande des avis et des renseignements relatifs à l'application de la présente loi;

b) de maintenir un centre d'information sur la présente loi et de rendre accessibles au public les renseignements relatifs aux élections;

c) de procéder à l'étude et à l'évaluation des mécanismes électoraux;

d) de promouvoir l'utilisation de nouvelles procédures électorales et, après entente avec les chefs des partis autorisés représentés à l'Assemblée nationale du Québec, d'en faire l'essai lors d'une élection partielle;

e) de tenir régulièrement des séances d'information et des colloques à l'intention des partis politiques et du public;

f) de fournir, à la demande d'un parti politique, l'information nécessaire à la formation des représentants des candidats tout en permettant aux autres partis politiques d'y déléguer des observateurs;

g) de faire toute publicité qu'il juge nécessaire.

**166.** Le tarif de la rémunération des membres du personnel électoral est fixé par règlement, selon les fonctions de chacun des membres.

Le représentant d'un candidat qui a recommandé la nomination du scrutateur ou du secrétaire du bureau de vote reçoit

la même rémunération que ce dernier lorsqu'il agit dans un bureau de vote.

Le directeur général effectue le paiement des autres dépenses relatives aux élections conformément au tarif établi par règlement.

**167.** Une personne peut demander au directeur général d'enquêter sur l'application de la présente loi.

**168.** Le directeur général peut refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'il estime que la demande est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'elle n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances.

**169.** Le directeur général doit, chaque fois qu'il refuse de faire ou de poursuivre une enquête à la demande d'une personne, avertir cette dernière de son refus et lui en donner les motifs par écrit.

**170.** Pour ses enquêtes, le directeur général et les membres de son personnel qu'il désigne, sont investis des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

**171.** Au plus tard le trente juin de chaque année, le directeur général remet au président de l'Assemblée nationale du Québec un rapport de ses activités de l'année précédente.

Ce rapport doit notamment faire état des plaintes reçues et de leur traitement, des activités réalisées en ce qui concerne l'information et la formation et, s'il y a lieu, recommander de nouveaux mécanismes électoraux.

### SECTION III

#### LE PERSONNEL DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

**172.** La loi sur la fonction publique (1978, chapitre 15) s'applique au personnel nécessaire à l'administration des élections.

**173.** Le directeur général peut requérir, à titre temporaire, les services de toute personne qu'il juge nécessaire pour la tenue d'un scrutin.

**174.** Le directeur général définit les devoirs des membres de son personnel et dirige leur travail.

Aucun membre ne peut se livrer à un travail de nature partisane.

**175.** Les membres du personnel du directeur général ainsi que le directeur du scrutin doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter le serment prévu par l'annexe C devant le directeur général.

**176.** Les documents émanant du bureau du directeur général, de même que leurs copies, sont authentiques s'ils sont signés par le directeur général ou par toute personne qu'il désigne.

## CHAPITRE II

### LE PERSONNEL ÉLECTORAL

**177.** Sont membres du personnel électoral le directeur du scrutin, le secrétaire du scrutin, ses assistants, le scrutateur, le secrétaire du bureau de vote et le préposé à l'information et au maintien de l'ordre.

Avant son entrée en fonction, un membre du personnel électoral prête le serment prévu par l'annexe C.

**178.** Un électeur condamné pour manoeuvre électorale frauduleuse ne peut faire partie du personnel électoral durant les cinq années qui suivent le temps d'emprisonnement ou, lorsqu'il n'y a pas d'emprisonnement, la date de la condamnation.

**179.** Pendant qu'il exerce ses fonctions, un membre du personnel électoral ne doit se livrer à aucun travail de nature partisane.

**180.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du personnel électoral, à l'exception du préposé à l'information et au maintien de l'ordre, sont autorisés à recevoir tout serment prévu par la présente loi et doivent le faire gratuitement.

À cette fin, les membres agissent comme commissaires à l'assermentation au sens de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20).

**181.** Un membre du personnel électoral qui ne remplit plus ses fonctions est, autant que possible, remplacé de la même manière qu'il avait été nommé.

**182.** Un membre du personnel électoral qui est destitué doit remettre au directeur général ou à la personne qu'il désigne tous les documents officiels qu'il a en sa possession.

**183.** Un employeur doit, sur demande, accorder un congé à un employé faisant partie du personnel électoral pour lui permettre d'exercer ses fonctions; il lui est interdit de le congédier pour ce motif.

Le congé ainsi obtenu ne peut être retranché de la période de vacances à laquelle l'employé a droit. L'employeur n'est pas tenu de le rémunérer durant ce congé.

## CHAPITRE III

### LE DIRECTEUR DU SCRUTIN

**184.** Un directeur du scrutin est nommé pour chaque circonscription par le gouvernement, sur la recommandation du directeur général des élections.

**185.** Le directeur général fait sa recommandation après avoir recruté par voie d'un concours public trois personnes ayant la qualité d'électeur et domiciliées dans la circonscription ou dans une circonscription contiguë.

Ce concours doit être conçu de façon à permettre de juger impartialement la valeur des personnes recommandées.

**186.** Un avis de ce concours doit être publié par le directeur général de façon à fournir à toute personne admissible une occasion raisonnable de soumettre sa candidature.

**187.** La durée du mandat d'un directeur du scrutin est de cinq ans; ce mandat est renouvelable.

**188.** Le directeur général détermine par règlement les conditions d'exercice des fonctions de directeur du scrutin ainsi que les normes et barèmes de sa rémunération.

**189.** Dès la nomination d'un directeur du scrutin, le directeur général publie un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*.

**190.** Dès sa nomination, le directeur du scrutin nomme une personne ayant la qualité d'électeur pour faire office de secrétaire du scrutin. Cette personne ne doit pas être son conjoint, un de ses ascendants ou descendants, son frère, sa soeur, son beau-père, sa belle-mère, son beau-frère, sa belle-soeur, son gendre ou sa bru.

S'il le juge nécessaire, le directeur du scrutin peut nommer, avec l'accord du directeur général, un ou des assistants pour seconder le secrétaire dans l'exercice de ses fonctions.

**191.** Le secrétaire du scrutin assiste le directeur du scrutin dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'incapacité.

**192.** Sous la responsabilité du directeur général, le directeur du scrutin est chargé, dans une circonscription, de l'application de la présente loi et de la formation du personnel du scrutin.

**193.** Le directeur général peut destituer un directeur du scrutin qui néglige d'accomplir ses fonctions.

**194.** Lorsque le poste de directeur du scrutin est vacant, le directeur général nomme un remplaçant jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur.

## TITRE VIII

### DISPOSITIONS PÉNALES

**195.** Est coupable d'une infraction:

1° quiconque pose sa candidature en sachant qu'il est inéligible;

2° quiconque utilise, dans sa déclaration de candidature, un nom autre que son nom de famille ou son nom usuel;

3° quiconque signe une déclaration de candidature en sachant qu'il n'est pas électeur de la circonscription électorale pour laquelle la déclaration est produite;

4° quiconque signe plus d'une déclaration de candidature;

5° quiconque s'affiche comme candidat officiel d'un parti autorisé, en sachant que la lettre visée dans l'article 28 est inexistante ou fausse;

6° quiconque propage la fausse nouvelle du retrait d'un candidat;

7° le directeur du scrutin qui sciemment reçoit une déclaration de candidature incomplète ou non appuyée par tous les documents nécessaires;

8° l'employeur qui refuse d'accorder un congé sans rémunération à un employé qui se porte candidat ou à celui qui agit comme agent officiel d'un candidat ou d'un parti.

**196.** Est coupable d'une infraction:

- 1° quiconque vote plus d'une fois à une même élection;
- 2° quiconque permet à une personne de voter sans qu'elle soit inscrite sur la liste électorale;
- 3° quiconque vote sans en avoir le droit;
- 4° quiconque sciemment imprime ou utilise un faux bulletin de vote, altère ou contrefait un bulletin de vote;
- 5° quiconque modifie ou imite les initiales du scrutateur;
- 6° quiconque agit comme représentant d'un candidat sans être mandaté par une procuration ou utilise une fausse procuration;
- 7° le scrutateur qui remet un bulletin de vote à une personne qui refuse de prêter le serment visé dans l'article 104;
- 8° l'employeur qui refuse d'accorder à un employé une période de quatre heures pour voter;
- 9° le personnel du scrutin qui arrive en retard au bureau de vote dans le but de retarder l'ouverture du scrutin.

**197.** Est coupable d'une infraction:

- 1° quiconque falsifie le relevé du dépouillement;
- 2° quiconque sciemment détruit un bulletin de vote avant la fin des délais de contestation de l'élection;
- 3° le directeur du scrutin qui émet une proclamation frauduleuse.

**198.** Est coupable d'une infraction:

- 1° quiconque exerce des fonctions réservées au personnel électoral sans avoir la qualité d'électeur, sans avoir été nommé officiellement ou sans avoir prêté le serment requis;
- 2° le directeur général des élections, un membre de son personnel ou un membre du personnel électoral qui, de manière frauduleuse, néglige, refuse d'agir ou agit à l'encontre de la présente loi;
- 3° l'employeur qui refuse d'accorder à un employé un congé pour lui permettre de faire partie du personnel électoral.

**199.** Une personne qui commet une infraction, autre qu'une manoeuvre frauduleuse visée dans les articles 201 à 203, est passible, en outre du paiement des frais:

1<sup>e</sup> pour une première infraction, d'une amende d'au moins 100 dollars et d'au plus 1 000 dollars dans le cas d'une personne physique et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'au plus trois mois et, dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins 300 dollars et d'au plus 3 000 dollars;

2<sup>e</sup> pour toute récidive dans les cinq ans, d'une amende d'au moins 200 dollars ou d'au plus 2 000 dollars dans le cas d'une personne physique et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'au plus six mois ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au moins 600 dollars et d'au plus 6 000 dollars.

**200.** Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements pour laquelle aucune peine n'est prévue, est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas 200 dollars et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'au plus deux mois.

**201.** Est coupable d'une manoeuvre frauduleuse quiconque sciemment viole ou tente de violer le secret du vote, porte atteinte ou tente de porter atteinte à la liberté de vote, empêche ou tente d'empêcher une opération relative au vote, change ou tente de changer les résultats de l'élection.

**202.** Est coupable d'une manoeuvre frauduleuse quiconque, en vue d'influencer le vote d'un électeur, obtient ou tente d'obtenir son suffrage ou l'incite à s'abstenir de voter en lui promettant ou en lui accordant un avantage.

**203.** Est coupable d'une manoeuvre frauduleuse quiconque vote ou tente de voter en prenant faussement les nom et qualité d'un électeur ou en empruntant le nom d'une personne fictive ou décédée.

**204.** Une personne coupable d'une manoeuvre frauduleuse visée dans les articles 201 à 203 est passible d'une amende de 100 dollars à 1 000 dollars et d'un emprisonnement d'un à douze mois; à défaut de paiement de l'amende, la personne est passible d'un emprisonnement additionnel d'au plus trois mois.

**205.** Une personne reconnue coupable de manoeuvre frauduleuse perd, pour une période de cinq ans à compter du jugement de dernière instance, le droit de prendre part, de voter et d'être candidate à une élection et elle ne peut occuper aucune fonction dont la nomination relève du gouvernement.

De plus, lorsque la personne reconnue coupable d'une telle manoeuvre est membre de l'Assemblée nationale du Québec, son élection est nulle.



**206.** Une personne qui sciemment accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction ou une manoeuvre frauduleuse visée dans les articles 201 à 203, ou qui conseille à une personne de la commettre, l'y encourage ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction ou à la manoeuvre frauduleuse.

**207.** Les poursuites en vertu du présent titre sont prises suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) par le directeur général des élections ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

Malgré l'article 13a de cette loi, une poursuite peut être prise en vertu de la présente loi dans les cinq ans qui suivent la date de l'infraction ou de la manoeuvre frauduleuse.

## TITRE IX

### RÈGLEMENTS

**208.** Le directeur général élabore des projets de règlement sur les matières qui doivent être prévues par règlement en vertu de la présente loi.

Ces projets de règlement sont soumis à l'approbation de la commission permanente de l'Assemblée nationale du Québec.

Une fois approuvés avec ou sans modification par cette commission, les règlements sont publiés à la *Gazette officielle du Québec* et entrent en vigueur à la date de cette publication ou à une date ultérieure qui y est fixée.

**209.** Les premiers règlements portant sur les matières visées dans l'article 208 sont adoptés par le gouvernement.

Au moins trente jours avant l'adoption d'un règlement visé dans le premier alinéa, le gouvernement en publie un projet à la *Gazette officielle du Québec*.

Après avoir été adopté par le gouvernement, ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

## TITRE X

## DISPOSITIONS FINALES

**210.** Dans toute loi ou proclamation, dans tout arrêté en conseil ou document où apparaît l'expression «bref d'élection» ou l'expression «district électoral», il faut lire «décret d'élection» ou «circonscription électorale», selon le cas.

**211.** Le directeur général, les membres de son personnel et ceux du personnel électoral ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'un acte officiel accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

**212.** Il n'y a lieu à aucun recours extraordinaire ni aucune mesure provisionnelle prévus par le Code de procédure civile contre eux, lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions.

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement un bref, une ordonnance ou une injonction délivrés à l'encontre du présent article.

**213.** Toute opération prévue par la présente loi qui n'est pas accomplie dans le délai prescrit peut être faite le plus tôt possible si elle peut l'être en temps utile.

**214.** Les articles 21c, 24 et 27 à 32 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6) sont abrogés.

**215.** La présente loi remplace la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7) et la Loi sur la contestation des élections provinciales (Statuts refondus, 1964, chapitre 8).

[[**216.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises à même le fonds consolidé du revenu.]]

**217.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

# ANNEXE A

## CALENDRIER ÉLECTORAL

SAMEDI

VENDREDI

JEUDI

MERCREDI

MARDI

LUNDI

DIMANCHE

30.

31.

32.

33.

34.

35.

23.

24.

25.

26.

27.

28.

29.

30.

31.

32.

33.

34.

35.

36.

37.

38.

39.

40.

41.

42.

43.

44.

45.

46.

47.

48.

49.

50.

51.

52.

53.

54.

55.

56.

57.

58.

59.

60.

61.

62.

63.

64.

65.

66.

67.

68.

69.

70.

71.

72.

73.

74.

75.

76.

77.

78.

79.

80.

81.

82.

83.

84.

85.

86.

87.

88.

89.

90.

91.

92.

93.

94.

95.

96.

97.

98.

99.

100.

PÉRIODE PENDANT LAQUELLE UNE ÉLECTION PEUT ÊTRE ORDONNÉE.

28. Présentation de la liste des droits ou sont établis des bureaux de vote par anticipation

22. Date limite pour l'envoi aux partis et aux électeurs d'une copie de la liste électorale et du manuel de l'électeur

16. Date limite pour la production d'une déclaration de candidature

35

14. Dernier jour pour les recommandations des scrutateurs et des secrétaires des bureaux de vote

11.

12.

13.

14.

15.

16.

17.

18.

19.

20.

21.

22.

23.

24.

25.

26.

27.

28.

29.

30.

31.

32.

33.

34.

35.

36.

37.

38.

39.

40.

41.

42.

43.

44.

45.

46.

47.

48.

49.

50.

51.

52.

53.

54.

55.

56.

57.

58.

59.

60.

61.

62.

63.

64.

65.

66.

67.

68.

69.

70.

71.

72.

73.

74.

75.

76.

77.

78.

79.

80.

81.

82.

83.

84.

85.

86.

87.

88.

89.

90.

91.

92.

93.

94.

95.

96.

97.

98.

99.

100.

8. Vote par anticipation

6.

7.

8.

9.

10.

11.

12.

13.

14.

15.

16.

17.

18.

19.

20.

21.

22.

23.

24.

25.

26.

27.

28.

29.

30.

31.

32.

33.

34.

35.

36.

37.

38.

39.

40.

41.

42.

43.

44.

45.

46.

47.

48.

49.

50.

51.

52.

53.

54.

55.

56.

57.

58.

59.

60.

61.

62.

63.

64.

65.

66.

67.

68.

69.

70.

71.

72.

73.

74.

75.

76.

77.

78.

79.

80.

81.

82.

83.

84.

85.

86.

87.

88.

89.

90.

91.

92.

93.

94.

95.

96.

97.

98.

99.

100.

0. Jour du scrutin

1.

2. Dernier jour pour expédier la carte de rappel

9.

10.

17.

18.

19.

20.

21.

22.

23.

24.

25.

26.

27.

28.

29.

30.

31.

32.

33.

34.

35.

36.

37.

38.

39.

40.

## ANNEXE B

## AVIS D'ÉLECTION

*(Article 39)*

Circonscription électorale de .....

## AVIS

Avis public est par les présentes donné aux électeurs de la circonscription électorale de ..... qu'un scrutin est nécessaire pour l'élection en cours dans cette circonscription et qu'en conséquence un scrutin sera ouvert;

Que les personnes mises en candidature à cette élection sont:

1. Bonenfant, Marie, (*appartenance politique*), (*adresse*),  
dont l'agent officiel et le délégué sont .....;
2. Bureau, Jean-Charles, (*appartenance politique*), (*adresse*),  
dont l'agent officiel et le délégué sont .....;
3. Larrivée, Pierre-A. (*appartenance politique*), (*adresse*),  
dont l'agent officiel et le délégué sont .....

Il est enjoint à tous les intéressés de prendre connaissance du présent avis et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing, à .....  
ce .....19.....

Le directeur du scrutin

.....

## ANNEXE C

SERMENT OU AFFIRMATION SOLENNELLE D'ALLÉGEANCE,  
D'OFFICE ET DE DISCRÉTION

Je, A.B., jure (*ou déclare solennellement*) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge, avec honnêteté, impartialité et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part mon traitement ou ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du gouvernement. De plus, je jure (*ou déclare solennellement*) que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge.

## ANNEXE D

## RECTO

**Marie BONENFANT**  
Appartenance politique



**Jean-Charles BUREAU**  
Appartenance politique



**Pierre-A. LARRIVÉE**  
Indépendant



## VERSO

No

No



Assemblée nationale  
du Québec

Initiales du scrutateur

Circonscription électorale de:

le 21 juin 1979

Lucien Lamothe, Imprimeur  
117, rue Notre-Dame est  
Montréal

## ANNEXE E

## RELEVÉ DU DÉPOUILLEMENT

Circonscription électorale de .....

Section de vote n° .....

Je, soussigné, scrutateur, certifie qu'à l'élection tenue ce jour d'un député à l'Assemblée nationale du Québec, les candidats ci-dessous nommés ont reçu le nombre de votes inscrits vis-à-vis de leurs noms respectifs, à savoir

| <i>Nom des candidats</i> | <i>Nombre de bulletins</i> |
|--------------------------|----------------------------|
| .....                    | .....                      |
| .....                    | .....                      |
| .....                    | .....                      |
| .....                    | .....                      |
| .....                    | .....                      |
| .....                    | .....                      |
| .....                    | .....                      |

et aussi que:

|  |                                  |
|--|----------------------------------|
| ..... bulletins<br>(nombre en lettre)  | ont été rejetés au dépouillement |
| ..... bulletins<br>(nombre en lettres) | n'ont pas été utilisés.          |

Donné sous mon seing, à .....,  
ce .....

Le scrutateur

.....